

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 38

**Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec
et d'autres dispositions législatives**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie la composition du Conseil et du comité exécutif de la Communauté urbaine de Québec et précise certains des pouvoirs de celle-ci, notamment en matière d'aménagement du territoire.

Il abolit le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain et donne compétence à la Communauté urbaine de Québec en matière d'assainissement des eaux.

Il modifie la composition et les pouvoirs de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec de façon à assurer aux membres du Conseil de la Communauté un meilleur contrôle sur les activités de la Commission de transport.

Art. 1. Le paragraphe a modifie la définition de «territoire de la Communauté» pour tenir compte du fait que la compétence de la Communauté urbaine de Québec en matière d'assainissement des eaux ne s'exerce que dans le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe D.

Les paragraphes b et c suppriment les définitions de «secteur» et de «Commission d'aménagement», qui ne sont plus utiles.

Art. 2. Cet article abroge la disposition qui traite de la division du territoire de la Communauté en secteurs.

Art. 3. L'article 7 se lit actuellement comme suit:

7. Le comité exécutif se compose de sept membres désignés de la façon ci-après prévue, dont un président et un vice-président.

Trois membres sont désignés par résolution du conseil de la Ville de Québec parmi les membres de son conseil et un membre est désigné par résolution du conseil de la ville de Beauport parmi les membres de son conseil.

Un membre pour chacun des autres secteurs est désigné par l'assemblée des délégués des municipalités du secteur dont il s'agit, convoquée et tenue de la manière ci-après prévue.

Art. 4. Cet article abroge les dispositions qui déterminent comment est désigné le représentant d'un secteur au comité exécutif.

Projet de loi n° 38

Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec
et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c. 83,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), modifié par les articles 1 et 54 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«territoire
de la Com-
munauté»;

«*d*) «territoire de la Communauté»: l'ensemble du territoire des municipalités mentionnées à l'annexe A ou, pour les fins des articles 158 à 169, à l'annexe D;»;

b) par la suppression du paragraphe *e*;

c) par la suppression du paragraphe *j*.

1969, c. 83,
a. 5, ab.

2. L'article 5 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 7,
mod.

3. L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 91 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des deux derniers alinéas par les suivants:

Président
du comité
exécutif.

«Le président du Conseil est d'office président du comité exécutif.

Autres
membres
du comité
exécutif.

Les autres membres du comité exécutif sont choisis par résolution du Conseil parmi ses membres représentant les municipalités mentionnées à l'annexe A.

Représen-
tants de la
ville de
Québec.

Au moins deux et au plus quatre des membres du comité exécutif doivent être des représentants de la ville de Québec.»

1969, c. 83,
aa. 8-16,
ab.

4. Les articles 8 à 16 de ladite loi sont abrogés.

Art. 5. Les trois premiers alinéas de l'article 17 se lisent actuellement comme suit:

17. La durée du mandat des membres du comité exécutif est de quatre ans mais si un tel membre cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

Pour les fins de l'alinéa précédent, un membre du comité exécutif ne cesse pas d'être membre du Conseil à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de membre du conseil d'une municipalité pourvu qu'il soit mis en candidature à un tel poste à l'élection qui suit, qu'il y soit élu et dans le cas d'un membre désigné par la Ville de Québec qu'il soit désigné de nouveau par son conseil pour siéger au comité exécutif de la Communauté.

En cas de démission d'un membre du comité exécutif, y compris le président, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet, signé par le démissionnaire.

Art. 6. L'article 19 se lit actuellement comme suit:

19. Le président et le vice-président du comité exécutif sont désignés par résolution du Conseil; ils sont choisis parmi les membres du comité exécutif.

Art. 7. L'article 20 se lit actuellement comme suit:

20. Aucune élection à la présidence ou à la vice-présidence du comité exécutif ne peut avoir lieu pendant que ce comité compte moins de sept membres et en ce cas, le délai de trente jours visé à l'article 18 est allongé en conséquence.

Art. 8. Cet article abroge la disposition suivante:

21. Sont adjoints au comité exécutif, à titre de conseillers sans droit de vote, le président du Bureau d'assainissement, le président-directeur général de la Commission de transport et le président de la Commission d'aménagement.

Art. 9. L'article 39 se lit actuellement comme suit:

39. Le conseil de la Communauté se compose d'un représentant par municipalité; le maire y est d'office délégué.

Ce Conseil comprend les représentants des municipalités mentionnées aux annexes A, B et D; ils votent conformément aux dispositions de l'article 50.

Pour les fins du titre II, seuls votent les représentants des municipalités mentionnées à l'annexe B; pour toutes autres fins, seuls votent les représentants des municipalités mentionnées à l'annexe A.

Au cas de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le conseil de la municipalité désigne comme délégué un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Communauté avant l'assemblée.

Toutefois, lorsqu'un délégué commence à assister à une assemblée du Conseil, il ne peut être remplacé à une telle assemblée pendant la durée de cette assemblée.

1969, c. 83,
a. 17, mod.

5. L'article 17 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par les suivants:

Mandat des
membres
du comité
exécutif.

«**17.** La durée du mandat de chaque membre du comité exécutif coïncide avec celle de son mandat comme membre du Conseil; il reste toutefois en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la désignation de son successeur. Son mandat est renouvelable.

Démission.

En cas de démission d'un membre du comité exécutif, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet signé par le démissionnaire.»

1969, c. 83,
a. 19,
remp.
Désignation
du vice-
président.

6. L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**19.** Le vice-président du comité exécutif est désigné par résolution du Conseil; il est choisi parmi les membres du comité exécutif.»

1969, c. 83,
a. 20,
remp.
Nombre de
membres
pour dési-
gnation.

7. L'article 20 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**20.** Aucune désignation à la vice-présidence du comité exécutif ne peut avoir lieu pendant que ce comité compte moins de sept membres et en ce cas, le délai de trente jours visé dans l'article 18 est allongé en conséquence.»

1969, c. 83,
a. 21, ab.

8. L'article 21 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 39,
remp.

9. L'article 39 de ladite loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Composi-
tion du
conseil.

«**39.** Le conseil de la Communauté se compose de représentants des municipalités mentionnées aux annexes A, B et D, choisis parmi les membres du conseil de ces municipalités, de la façon décrite ci-après.

Municipa-
lité de
15,000
habitants,
etc.

Toute municipalité ayant une population de 15 000 habitants ou plus a droit à un représentant par tranche de 15 000 habitants; les représentants de chacune sont désignés par résolution de son conseil, dont copie est transmise au secrétaire de la Communauté.

Municipa-
lité de
moins de
15,000
habitants.

Toute municipalité ayant une population de moins de 15 000 habitants a droit à un représentant; le maire est d'office ce représentant.

Art. 10. *L'article 40 se lit actuellement comme suit:*

40. Les fonctions de membre du Conseil et de membre du comité exécutif ne sont pas incompatibles.

Sous réserve de l'article 39, les membres du comité exécutif désignés par résolution du conseil de la Ville de Québec en vertu de l'article 7 sont d'office membres du Conseil, mais sans droit de vote en cette qualité.

Les membres du Conseil nommés membres du comité exécutif conservent leur siège au Conseil et ont droit de voter sur toute proposition, question ou rapport soumis au Conseil.

Art. 11. *Cette article supprime la possibilité que le comité exécutif soit tenu de faire rapport au Conseil en vertu d'une résolution à cet effet adoptée par la majorité des seuls représentants au Conseil des secteurs concernés par la question.*

Art. 12. *L'article 43 se lit actuellement comme suit:*

43. L'ordre du jour de chaque assemblée régulière du Conseil doit être dressé par le comité exécutif et doit comporter une section préparée par le président directeur général de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec.

Vote.

Pour les fins du titre II, seuls votent les représentants des municipalités mentionnées à l'annexe B, et, pour les fins des articles 158 à 169, seuls votent les représentants des municipalités mentionnées à l'annexe D; pour toutes autres fins, seuls votent les représentants des municipalités mentionnées à l'annexe A.

Remplacement d'un représentant.

Au cas de refus ou d'incapacité d'agir d'un représentant d'une municipalité, le conseil de celle-ci désigne comme représentant un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise au secrétaire de la Communauté avant l'assemblée.

Remplacement interdit.

Toutefois, lorsqu'un représentant commence à assister à une assemblée du Conseil, il ne peut y être remplacé pendant sa durée.

Calcul de la population.

Pour l'application du présent article, la population d'une municipalité est celle déterminée en vertu de l'article 4b de la Loi des cités et villes ou de l'article 16a du Code municipal, selon le cas.»

1969, c. 83, a. 40, mod.

10. L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 65 des lois de 1970, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

Id., a. 42, mod.

11. L'article 42 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Proposition pour que le comité fasse rapport.

«À une assemblée régulière du Conseil, tout membre peut, à la condition qu'il en ait avisé par écrit le secrétaire de la Communauté en temps utile pour que ce dernier inscrive cette question à l'ordre du jour, proposer que le comité exécutif fasse rapport au Conseil sur toute matière de la compétence de ce dernier; ce membre peut alors exposer les motifs à l'appui de sa proposition et, si cette dernière est secondée, tout autre membre du Conseil a le même droit de parole sur cette proposition; si cette proposition est adoptée par le Conseil, le comité exécutif doit faire rapport au Conseil à la prochaine assemblée régulière.»

1969, c. 83, a. 43, remp.

12. L'article 43 de ladite loi, remplacé par l'article 8 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Ordre du jour

«**43.** L'ordre du jour de chaque assemblée régulière du Conseil doit être dressé par le comité exécutif et doit, si demande en est faite au comité exécutif par le président du conseil d'administration de la Commission de transport, comporter une section

Art. 13. Le premier alinéa de l'article 44 se lit actuellement comme suit:

44. Les assemblées spéciales du Conseil sont convoquées par le secrétaire de la Communauté à la demande du président du Conseil, du président du comité exécutif, du comité exécutif lui-même, ou à la demande écrite d'au moins cinq membres du Conseil; l'avis de convocation tient lieu de l'ordre du jour.

Art. 14. Le paragraphe 1 de l'article 47 se lit actuellement comme suit:

47. 1. Le Conseil élit un président et un vice-président du Conseil.

La durée du mandat du président ou du vice-président du Conseil est de quatre ans, mais s'il cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

Pour les fins de l'alinéa précédent, une telle personne ne cesse pas d'occuper un tel poste à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de conseiller d'une municipalité pourvu qu'elle soit candidat à l'élection qui suit et qu'elle soit subséquemment réélue.

En cas de démission du président ou du vice-président du Conseil, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet, signé par le démissionnaire.

Le mandat du vice-président du Conseil expire en même temps que celui du président du Conseil et se termine dans les mêmes circonstances.

Toute vacance doit être comblée, dans les trente jours de la date où elle survient.

Si le président du Conseil est un membre du conseil de la Ville de Québec, le vice-président du Conseil doit être un représentant d'une autre municipalité et vice versa.

Le président et le vice-président du Conseil ont droit à la rémunération additionnelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et payée par la Communauté.

Art. 15. L'article 49 se lit actuellement comme suit:

49. Les membres du comité exécutif, le président du Bureau d'assainissement, celui de la Commission d'aménagement et le président-directeur général de la Commission de transport ont droit de participer aux séances du Conseil, mais sans droit de vote en ces qualités.

Art. 16. L'article 50 se lit actuellement comme suit:

50. Sous réserve des dispositions de l'article 39, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix, cette majorité devant comprendre au moins

concernant cette Commission et préparée par son conseil d'administration.»

1969, c. 83,
a. 44, mod. **13.** L'article 44 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Assem-
blées
spéciales. «**44.** Les assemblées spéciales du Conseil sont convoquées par le secrétaire de la Communauté à la demande du président du Conseil ou à celle du comité exécutif, ou à la demande écrite d'au moins cinq membres du Conseil; l'avis de convocation tient lieu de l'ordre du jour.»

1969, c. 83,
a. 47, mod. **14.** L'article 47 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement des deuxième et troisième alinéas du paragraphe 1 par le suivant:

Mandat. «La durée du mandat du président ou du vice-président du Conseil coïncide avec celle de son mandat comme membre du Conseil; il reste toutefois en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la désignation de son successeur. Son mandat est renouvelable.»;

b) par le remplacement du septième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Fonctions
incompa-
tibles. «Le président et le vice-président du Conseil ne doivent pas être des représentants d'une même municipalité.»

1969, c. 83,
a. 49, ab. **15.** L'article 49 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 50,
remp. **16.** L'article 50 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 65 des lois de 1970 et remplacé par l'article 10 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

50% des voix des municipalités autres que la Ville de Québec et représentées à l'assemblée.

Chaque membre du Conseil dispose d'une voix pour chaque millier d'habitants de la municipalité qu'il représente. Le président peut voter comme membre du Conseil, mais il n'a pas de voix prépondérante au cas d'égalité des voix.

Sur recommandation du Conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier la composition du comité exécutif prévue à l'article 7 et la composition du Conseil prévue à l'article 39 ainsi que la répartition des voix prévues aux alinéas précédents.

Art. 17. Le troisième alinéa de l'article 80 se lit actuellement comme suit:

Le président du comité exécutif fait partie d'office de toutes les commissions.

Art. 18. Le paragraphe e de l'article 92 se lit actuellement comme suit:

92. La Communauté peut, en outre des autres pouvoirs qu'elle possède en vertu de la présente loi:

e) vendre, échanger, grever, donner à bail ou aliéner tout bien meuble ou immeuble en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi;

Art. 19. Cet article a pour effet d'enlever à l'établissement d'un service centralisé de traitement des données son caractère de compétence exclusive de la Communauté.

Décisions. «**50.** Sous réserve de l'article 39, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix, excepté dans le cas où une disposition de la présente loi exige un plus grand nombre de voix concordantes.

Nombre de voix. Chaque membre du Conseil dispose d'une voix.
 Modification à la composition. Sur recommandation du Conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier la composition du comité exécutif prévue par l'article 7 et celle du Conseil prévue par l'article 39.»

1969, c. 83, a. 80, mod. **17.** L'article 80 de ladite loi est modifié par le remplacement du troisième aliéna par le suivant:

Président membre d'office. «Le président du Conseil fait partie d'office de toutes les commissions.»

1969, c. 83, a. 92, mod. **18.** L'article 92 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe e par le suivant:

«e) vendre, échanger, grever, donner à bail ou aliéner tout bien meuble ou immeuble en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi, et notamment donner en location son système central de traitement des données à des tiers ou exécuter, au moyen de ce système, des travaux pour des tiers aux conditions qu'elle juge équitables;».

1969, c. 83, a. 105, remp. **19.** L'article 105 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 88 des lois de 1971 et l'article 127 du chapitre 55 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Matières de la compétence de la Communauté. «**105.** La Communauté possède, en outre de la compétence en matière d'évaluation des immeubles de son territoire en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50), la compétence prévue par la présente loi sur les matières suivantes:

- a) le recensement;
- b) l'adoption d'un schéma d'aménagement de son territoire;
- c) la facturation et l'envoi des comptes de taxes;
- d) l'établissement de fonds industriels et la promotion industrielle;
- e) la promotion touristique;
- f) l'uniformisation de la réglementation de la circulation, la synchronisation des systèmes de contrôle mécanique de la circulation sur les grandes voies de communication et les rues intermunicipales;
- g) l'élaboration de normes minimales en matière de construction;

Art. 20. *L'article 107 se lit actuellement comme suit:*

107. La Communauté peut, par règlement adopté à la majorité des voix des membres du Conseil présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, décréter que la Communauté aura compétence sur l'une ou l'autre des matières suivantes en totalité ou en partie sur tout ou partie du territoire savoir:

- a) l'établissement de systèmes intermunicipaux d'eau potable;
- b) *(retranché)*;
- c) les loisirs à caractère régional, y compris l'établissement de parcs régionaux;
- d) la construction de logements à loyer modique;
- e) la coordination des services de police et de protection contre l'incendie;
- f) l'intégration des services de police;
- g) la santé publique;
- h) les bibliothèques intermunicipales.

Ce règlement doit, pour entrer en vigueur, recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe la date de son entrée en vigueur.

Un avis de cette approbation doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Art. 21. *L'article 108 se lit actuellement comme suit:*

108. Les municipalités du territoire de la Communauté conservent leur juridiction sur les matières énumérées à l'article 107 jusqu'à ce que la Commu-

h) la disposition des ordures;

i) l'assainissement des eaux dans le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe D ainsi que la construction et l'entretien des égouts collecteurs, des stations de pompage et des usines d'épuration des eaux.

Disposi-
tions
appli-
cables.

L'article 429a de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) s'applique *mutatis mutandis* au paragraphe f du premier alinéa.»

1969, c. 83,
a. 107,
remp.

20. L'article 107 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 88 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

Règlement
pour
étendre
compé-
tence.

«**107.** La Communauté peut, par règlement adopté à la majorité absolue des membres de son Conseil lors d'une assemblée spéciale convoquée à cette fin, décréter qu'elle a compétence sur l'une ou l'autre des matières suivantes:

a) l'établissement de systèmes intermunicipaux d'eau potable dans le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe D, conformément aux articles 158 à 169;

b) les loisirs à caractère régional, y compris l'établissement de parcs régionaux;

c) la construction de logements à loyer modique;

d) toute matière qui n'est pas mentionnée à l'article 105 ou au présent article et sur laquelle a compétence une municipalité de son territoire.

Approba-
tion par le
conseil de
chaque mu-
nicipalité.

Dans les dix jours de son adoption, le secrétaire de la Communauté transmet une copie du règlement au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque municipalité du territoire de la Communauté, pour approbation par le conseil de chacune.

Assemblée
spéciale.

Le règlement doit être présenté pour approbation au conseil de chaque municipalité au plus tard un mois après sa réception, à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Approba-
tion par le
lt.-g. en c.

Ce règlement doit, pour entrer en vigueur, recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe la date de son entrée en vigueur. Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut approuver le règlement que s'il a été approuvé par au moins les deux tiers des municipalités, conformément au présent article.

Publi-
cation.

Un avis de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.»

1969, c. 83,
a. 108,
remp.

21. L'article 108 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Juridic-
tion des
muni-
cipalités.

«**108.** Les municipalités du territoire de la Communauté conservent leur juridiction sur toute matière déclarée être de la

nauté exerce sa compétence sur ces matières et dans la mesure où la Communauté s'est abstenue de le faire.

Toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire de la Communauté contraire ou inconciliable avec une disposition d'un règlement adopté par la Communauté en vertu de l'article 107 cesse immédiatement d'avoir effet.

Art. 22. L'article 142 se lit actuellement comme suit:

142. La Communauté doit, par règlement, dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi, élaborer un schéma d'aménagement de son territoire comprenant:

- 1° les affectations du sol et les densités approximatives d'occupation;
- 2° le tracé approximatif des principales voies de circulation;
- 3° la nature et l'emplacement approximatif des équipements urbains;
- 4° la nature, l'emplacement et le tracé approximatif des services d'utilité publique;
- 5° un projet de réaménagement des limites territoriales des municipalités.

Toute municipalité doit mettre à la disposition de la Communauté un exemplaire de toute étude en matière d'urbanisme qu'elle a faite ou fait exécuter dans le passé sur son territoire ou sur un territoire plus étendu, ainsi que tous les documents pertinents qui sont en sa possession.

La présente loi n'a pas pour effet de conférer à la Communauté ou d'enlever aux municipalités la compétence prévue au paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes ou aux dispositions équivalentes de la Charte de la Ville de Québec ou du Code municipal.

Art. 23. Cet article est entièrement de droit nouveau.

compétence de celle-ci en vertu de l'article 107 jusqu'à ce que la Communauté exerce sa compétence sur cette matière et dans la mesure où elle s'est abstenue de le faire.

Règlement
contraire, etc.

Toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire de la Communauté contraire ou inconciliable avec une disposition d'un règlement de la Communauté sur une matière mentionnée au premier alinéa cesse immédiatement d'avoir effet.»

1969, c. 83,
a. 142,
mod.

22. L'article 142 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Contenu
du schéma
d'aménagement.

«**142.** La Communauté doit, par règlement, avant le 1^{er} juillet 1980, adopter un schéma d'aménagement de son territoire comprenant:

1° les affectations du sol et les densités approximatives d'occupation;

2° le tracé approximatif des principales voies de circulation;

3° la nature et l'emplacement approximatif des équipements urbains;

4° la nature, l'emplacement et le tracé approximatif des services d'utilité publique;

5° les normes de lotissement.»;

b) par la suppression du troisième alinéa.

1969, c. 83,
aa. 142a-
142d, aj.

23. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 142, des suivants:

Délivrance de
permis de
construction
interdite.

«**142a.** Le règlement visé à l'article 142 peut comprendre des dispositions interdisant la délivrance de permis de construction dans toute partie du territoire de la Communauté

a) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, y compris ses dépendances, ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) à moins que les services publics d'aqueduc et d'égout ne soient établis sur la rue en bordure de laquelle on se propose d'ériger la construction projetée; et

c) à moins que le lot sur lequel doit être érigée une construction ne soit adjacent à une rue publique.

Disposi-
tions non
appli-
cables.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

Art. 24. *Cet article est entièrement de droit nouveau.*

Études,
docu-
ments.

«**142b.** Le règlement visé à l'article 142 doit être accompagné des études qui ont été faites dans le cadre de son élaboration et d'un document indiquant les phases d'expansion urbaine.

Décision
valable.

«**142c.** Toute décision du Conseil en vertu de l'article 142 doit, pour être valable, être prise aux deux tiers des voies exprimées.

Copie au
greffier,
etc., de
chaque
municipa-
lité.

«**142d.** Le secrétaire de la Communauté doit, dans les dix jours de l'adoption, de la modification ou du remplacement du règlement visé à l'article 142, en faire parvenir gratuitement une copie certifiée au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque municipalité du territoire de la Communauté.»

1969, c. 83,
aa. 143a-
143h, aj.

24. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 143, des suivants:

Copie au
ministre,
opposition
et modifi-
cations.

«**143a.** Dans les trente jours qui suivent l'adoption, la modification ou le remplacement du règlement prévu à l'article 142, le secrétaire de la Communauté doit en transmettre une copie certifiée au ministre et, dans le même délai, toute municipalité peut adresser au ministre, par écrit, une requête indiquant les motifs de son opposition et proposant les modifications qu'elle suggère.

Enquête
publique.

Sur réception de la requête visée à l'alinéa précédent, le ministre peut demander à la Commission municipale du Québec de tenir une enquête publique aux fins d'entendre les intéressés et de lui faire rapport.

Modifi-
cations
selon délai
du
ministre.

Le ministre peut ensuite notifier à la Communauté les modifications qu'il estime souhaitable d'apporter dans un délai qu'il fixe.

Approba-
tion et
publication.

Un tel règlement doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut y apporter les modifications visées à l'alinéa précédent, à défaut par la Communauté de l'avoir fait; il entre en vigueur à la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis du ministre à l'effet qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou à toute date ultérieure indiquée dans cet avis.

Règle-
ment
préparé
par le
ministre.

«**143b.** À défaut par la Communauté d'adopter le règlement visé à l'article 142 dans le délai prévu, le ministre peut faire préparer ce règlement aux frais de la Communauté.

Entrée en
vigueur et
publi-
cation.

Ce règlement est transmis à la Communauté et il entre en vigueur à compter de la date de la publication d'un avis donné par le ministre à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Approba-
tion par le
lt.-g. en c.

Ce règlement est réputé avoir été adopté par la Communauté et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux articles 142 à 143a.

Règle-
ments de
zonage,
etc.,
approuvés
par la Com-
munauté.

«**143c.** Le conseil de toute municipalité comprise dans le territoire de la Communauté est tenu, dans les dix-huit mois suivant l'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, de préparer et de soumettre à l'approbation de la Communauté, un règlement de zonage, un règlement de construction et un règlement de lotissement qui doivent être en conformité avec le règlement visé à l'article 142. Si de tels règlements existent déjà, ils doivent, dans le même délai, être soumis à l'approbation de la Communauté après avoir été modifiés, le cas échéant, pour être en conformité avec le règlement visé à l'article 142.

Plan
directeur
et pro-
gramme
des immo-
bilisations.
Approba-
tion.

Un plan directeur et un programme des immobilisations prévues doivent accompagner ces règlements.

Nonobstant toute autre disposition législative, les règlements visés au présent article requièrent la seule approbation de la Communauté.

Règle-
ments
adoptés par
la Commu-
nauté.

«**143d.** À défaut par le conseil d'une municipalité d'adopter, ou de modifier le cas échéant, et de faire approuver les règlements prévus par l'article 143c dans le délai prévu, la Communauté peut faire préparer et adopter ces règlements, ou les modifier le cas échéant, aux frais de la municipalité. Ces règlements sont déposés au bureau de la municipalité et ils entrent en vigueur à la date de la publication, par la Communauté, d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Disposi-
tions
applicables.

Avant d'adopter ou de modifier un règlement conformément au présent article, la Communauté doit suivre, *mutatis mutandis*, les dispositions de l'article 143.

Présomp-
tion.

L'adoption ou la modification d'un règlement faite par la Communauté en vertu du présent article est réputée avoir été faite par la municipalité et approuvée par la Communauté conformément à l'article 143c.

Modifi-
cation,
etc., de
règle-
ment.

«**143e.** Un règlement de zonage, un règlement de construction ou un règlement de lotissement d'une municipalité, une fois en vigueur, ne peut être modifié, remplacé ou abrogé que suivant les dispositions de la Loi des cités et villes, du Code municipal ou de la charte qui régit la municipalité.

Certificat
de la Com-
munauté.

Le règlement de modification ou de remplacement visé dans le premier alinéa doit en outre, pour entrer en vigueur, être revêtu d'un certificat, délivré par la Communauté ou par un fonctionnaire désigné par elle, attestant que ce règlement est en conformité avec le schéma d'aménagement de la Communauté.

Art. 25. Le titre de la sous-section 3 de la section VII du titre I se lit actuellement comme suit:

§ 3.—Traitement des données et facturation des comptes de taxes

Art. 26. L'article 144 se lit actuellement comme suit:

144. La Communauté peut, par règlement:

1° pourvoir à l'établissement et à l'exploitation d'un système central de traitement des données;

2° prescrire les types et modèles d'équipement de traitement des données et d'accessoires s'y rapportant qui peuvent être acquis, loués ou utilisés par les municipalités de façon à permettre l'intégration de cet équipement et de ces accessoires avec le système de traitement des données de la Communauté;

3° prescrire toute mesure et norme qu'elle juge opportunes pour réaliser l'intégration prévue au paragraphe 2°;

Enregis-
trement
d'un plan
de division,
etc.

« **143f.** À compter de la date d'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, aucun enregistrement d'un plan de division ou de subdivision en vertu de l'article 2175 du Code civil ne peut être effectué sans la production d'un certificat, délivré par la Communauté ou par un fonctionnaire désigné par elle, attestant que le plan de division ou de subdivision est conforme au schéma d'aménagement de la Communauté.

Règlement
d'emprunt
d'une mu-
nicipalité.

En outre, tout règlement d'emprunt d'une municipalité concernant l'exécution de travaux publics doit, lorsqu'il est transmis au ministre et à la Commission municipale du Québec pour approbation, être accompagné d'un certificat, délivré par la communauté ou par un fonctionnaire désigné par elle, attestant que l'objet dudit règlement est en conformité avec le schéma d'aménagement de la Communauté.

Pouvoirs
du minis-
tre, etc.,
exercés par
la Commu-
nauté.

« **143g.** À compter de la date d'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, la Communauté exerce, à l'égard des municipalités de son territoire, les pouvoirs conférés au ministre ou à la Commission municipale du Québec par l'article 7 de la Loi des rues publiques (Statuts refondus, 1964, chapitre 179), l'article 468 du Code municipal, et le paragraphe 1 de l'article 429 de la Loi des cités et villes.

Disposition
régle-
mentaire
d'une mu-
nicipalité
inopérante.

« **143h.** À compter de la date d'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire de la Communauté incompatible avec le schéma d'aménagement de la Communauté devient inopérante. Il en est de même dans le cas d'une telle disposition d'un règlement d'une municipalité de comté, dans la mesure où elle s'applique dans une municipalité du territoire de la Communauté. »

1969, c. 83,
int. remp.

25. L'intitulé de la sous-section 3 de la section VII du titre I de ladite loi est remplacé par le suivant:

§ 3.—*Facturation et envoi des comptes de taxes*».

Id., a. 144,
ab.

26. L'article 144 de ladite loi est abrogé.

4° autoriser la location de ce système à des tiers et l'exécution, au moyen de ce système, de travaux pour des tiers aux conditions qu'elle juge équitables;

5° prescrire les formules à utiliser par les municipalités de son territoire et la façon de les utiliser, dans la cueillette de données relevant de leur compétence et toute autre méthode à suivre par les municipalités dans l'utilisation de leur équipement mécanographique, de façon à faciliter le traitement des données par la Communauté.

Art. 27. L'article 147 se lit actuellement comme suit:

147. Aucun contrat pour l'achat, la location ou le renouvellement de la location d'équipement de traitement des données non plus qu'aucun contrat pour le traitement des données ne peut être consenti par une municipalité sans l'approbation du ministre.

Art. 28. Le paragraphe 1 de l'article 149 se lit actuellement comme suit:

149. 1. La Communauté est autorisée à constituer un fonds industriel d'un montant déterminé par le ministre des affaires municipales avec l'assentiment du ministre de l'industrie et du commerce, pourvu que le règlement municipal décrétant la constitution de ce fonds reçoive toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunt par la loi qui régit la municipalité.

Art. 29. L'article 150 se lit actuellement comme suit:

150. La Communauté peut, par règlement, établir un service de promotion industrielle et nommer par résolution un commissaire industriel et les fonctionnaires nécessaires à cette fin.

Art. 30. L'article 153 se lit actuellement comme suit:

153. La Communauté a compétence, à l'exclusion des municipalités de son territoire sur la promotion touristique.

À compter de la fin de son présent exercice financier, aucune de ces municipalités ne peut affecter de fonds publics pour la promotion touristique, si ce n'est pour l'exécution de conventions avec des tiers antérieures à la sanction de la présente loi.

Art. 31. Le titre de la sous-section 8 de la section VII du titre I se lit actuellement comme suit:

§ 8.—Aqueducs

Art. 32. L'article 158 se lit actuellement comme suit:

Id., a. 147,
ab.

27. L'article 147 de ladite loi, remplacé par l'article 22 du chapitre 88 des lois de 1971, est abrogé.

Id., a. 149,
mod.

28. L'article 149 de ladite loi, remplacé par l'article 24 du chapitre 88 des lois de 1971 et modifié par l'article 11 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Fonds
industriel.

« **149.** 1. La Communauté doit constituer un fonds industriel d'un montant déterminé par le ministre des affaires municipales avec l'assentiment du ministre de l'industrie et du commerce, pourvu que le règlement décrétant la constitution de ce fonds reçoive toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunts de la Communauté. »

1969, c. 83,
a. 150,
remp.

29. L'article 150 de ladite loi, remplacé par l'article 25 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Service de
promotion
indus-
trielle.

« **150.** La Communauté doit, par règlement, établir un service de promotion industrielle et nommer par résolution un commissaire industriel et les fonctionnaires nécessaires à cette fin. »

1969, c. 83,
a. 153,
remp.
Promotion
du
tourisme.

30. L'article 153 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **153.** La Communauté a compétence pour promouvoir le tourisme dans son territoire. »

1969, c. 83,
int. remp.

31. L'intitulé de la sous-section 8 de la section VII du titre I de ladite loi est remplacé par le suivant:

« § 8.—*Aqueducs et égouts*. »

Id., a. 158,
remp.

32. L'article 158 de ladite loi est remplacé par le suivant:

158. La Communauté peut, par règlement, établir des normes minimales pour l'ensemble de son territoire relativement aux méthodes d'exécution de tous travaux d'aqueduc et de construction d'usines ou ouvrages de traitement d'eau ainsi qu'aux matériaux employés dans l'exécution de ces travaux. Ces règlements sont obligatoires pour toutes les municipalités de son territoire; ils n'entrent en vigueur que sur approbation de la Régie des eaux du Québec.

Art. 33. L'article 159 se lit actuellement comme suit:

159. Ces municipalités doivent soumettre au comité exécutif, pour approbation, tout projet de construction, d'agrandissement ou de modification d'un réseau d'aqueduc et d'usines ou ouvrages de traitement d'eau, avant d'adopter la résolution ou le règlement nécessaire à la mise en oeuvre de ce projet.

Dans les quinze jours de la réception de cette demande, le comité exécutif doit déterminer si ce projet est de nature purement locale ou s'il a des incidences intermunicipales.

Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales et qu'il puisse être modifié, il est soumis au Conseil qui peut, par résolution, sous réserve de l'approbation du Directeur des services de protection de l'environnement, ordonner les modifications qu'il juge utiles aux plans et devis des travaux projetés, autoriser la municipalité à exécuter ces travaux et répartir selon les dispositions de la présente loi l'excédent du coût des travaux par rapport à ce qu'aurait été ce coût sans modification aux plans et devis. Si une municipalité n'accepte pas cette répartition, elle est soumise à la Commission municipale du Québec et décrétée par elle.

Art. 34. L'article 160 se lit actuellement comme suit:

160. Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ou le Directeur des services de protection de l'environnement, selon le cas, ne peuvent, quant aux travaux d'aqueduc et usines ou ouvrages de traitement d'eau:

a) exercer à l'égard d'une municipalité du territoire de la Communauté les pouvoirs prévus aux articles 29, 32, 34, 41 et 43 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) sans avoir appelé la Communauté à leur faire les représentations que celle-ci juge appropriées, à moins qu'elle n'ait produit son consentement écrit;

b) exercer à l'égard d'une de ces municipalités les pouvoirs prévus à l'article 35 de la Loi de la qualité de l'environnement, si ce n'est dans le cas où le ministre

Règle-
ments sur
normes de
travaux
d'aqueduc,
etc.

« **158.** La Communauté doit, par règlement, établir des normes minimales pour l'ensemble de son territoire relativement aux méthodes d'exécution de tous travaux d'aqueduc, d'égout et de construction d'usines ou ouvrages de traitement d'eau ainsi qu'aux matériaux employés dans l'exécution de ces travaux. Ces règlements sont obligatoires dans toutes les municipalités de son territoire; ils n'entrent en vigueur que sur approbation du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49). »

1969, c. 88,
a. 159,
remp.

33. L'article 159 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 71 et l'article 145 du chapitre 49 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Approba-
tion de
certains
projets.

« **159.** Ces municipalités doivent soumettre au comité exécutif, pour approbation, tout projet de construction, d'agrandissement ou de modification d'un réseau d'aqueduc, d'égout et d'usines ou ouvrages de traitement d'eau, avant d'adopter la résolution ou le règlement nécessaire à la mise en oeuvre de ce projet.

Délai pour
décision.

Dans les soixante jours de la réception de cette demande, le comité exécutif doit déterminer si ce projet est de nature purement locale ou s'il a des incidences intermunicipales.

Incidences
intermuni-
cipales.

Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales, le Conseil peut, par résolution, sous réserve de l'approbation du Directeur des services de protection de l'environnement, ordonner les modifications qu'il juge utiles aux plans et devis des travaux projetés et autoriser la municipalité à exécuter ces travaux. À défaut d'entente entre la Communauté et les municipalités intéressées concernant la répartition du coût des travaux, cette répartition est fixée par le Directeur des services de protection de l'environnement, à la demande de la Communauté ou d'une municipalité intéressée. Il y a appel de cette décision du Directeur selon les dispositions des articles 96 à 103 de la Loi de la qualité de l'environnement. »

1969, c. 88,
a. 160,
remp.

34. L'article 160 de ladite loi, modifié par l'article 147 du chapitre 49 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
restreints.

« **160.** Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement et le Directeur des services de protection de l'environnement, selon le cas, ne peuvent, quant aux travaux d'aqueduc, d'égout et usines ou ouvrages de traitement d'eau, exercer à l'égard d'aucune municipalité du territoire de la Communauté les pouvoirs prévus par les articles 29, 32, 34, 35, 41 et 43 de la Loi de la qualité de l'environnement sans avoir appelé le comité exécutif de la Communauté à leur faire des représentations que celui-ci juge appropriées, à moins qu'il n'ait produit son consentement écrit.

se borne à entériner une entente entre ces municipalités, qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, le ministre ne peut ordonner l'exécution de travaux intermunicipaux que par la Communauté; le Directeur ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou le service fourni qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.

La Régie des eaux du Québec peut rendre, à l'égard de la Communauté, dans les causes pendantes devant elle à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, toute ordonnance qu'elle aurait pu rendre à l'égard d'une municipalité comme si la Communauté avait été en tout temps partie aux procédures.

Art. 35. L'article 161 se lit actuellement comme suit:

161. Sous réserve des dispositions de la Loi de la qualité de l'environnement, la Communauté peut par règlement décréter l'exécution, même à l'extérieur de son territoire, de tous travaux de construction d'usines ou ouvrage de traitement d'eau et de conduites maîtresses d'aqueduc destinés à desservir plus d'une municipalité de son territoire.

Art. 36. L'article 162 se lit actuellement comme suit:

162. La Communauté peut par règlement, acquérir la propriété de tout ouvrage ou usine de traitement d'eau et de toute conduite maîtresse d'aqueduc appartenant à une municipalité de son territoire desservant ou pouvant desservir plus d'une municipalité.

Les acquisitions prévues à l'alinéa précédent ne peuvent être faites qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement aux conditions qu'ils déterminent.

Rôle du
Directeur
des servi-
ces de pro-
tection de
l'environ-
nement.

Lorsqu'il exerce les pouvoirs prévus par l'article 35 de la Loi de la qualité de l'environnement, le Directeur ordonne l'exécution de travaux intermunicipaux par les municipalités qu'il désigne à moins que le comité exécutif de la Communauté n'ait indiqué au Directeur que celle-ci consent à les exécuter. Dans ce dernier cas, le Directeur ne peut en ordonner l'exécution que par la Communauté. Le Directeur ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité, périodique ou non, payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou les services fournis qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.»

1969, c. 88,
a. 161,
remp.

35. L'article 161 de ladite loi, modifié par l'article 149 du chapitre 49 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Travaux
permis.

«**161.** Sous réserve des dispositions de la Loi de la qualité de l'environnement, la Communauté peut, par règlement, décréter l'exécution, même à l'extérieur de son territoire, de tous travaux de construction d'usines ou ouvrages de traitement d'eau, de conduites maîtresses d'aqueduc et d'égouts collecteurs destinés à desservir plus d'une municipalité de son territoire.

Répartition
du coût des
travaux.

Le coût des travaux prévus au premier alinéa est réparti par le comité exécutif entre les municipalités mentionnées à l'annexe D en proportion soit de l'évaluation totale des immeubles, imposables ou non, situés dans leur territoire, soit du nombre d'unités de logements situés dans leur territoire, soit de la quantité d'eau fournie à chacune de ces municipalités, soit du volume des eaux déversées par chacune de ces municipalités dans les ouvrages administrés par la Communauté, soit de tout autre critère que peut déterminer le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement, soit en proportion à la fois de plus d'un de ces critères. Lorsque les ouvrages administrés par la Communauté ne bénéficient qu'à une partie du territoire d'une de ces municipalités desservies par ces ouvrages, les dépenses sont réparties en tenant compte de cette partie de territoire seulement.»

1969, c. 88,
a. 162,
remp.

36. L'article 162 de ladite loi, modifié par l'article 151 du chapitre 49 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Acquisition
d'usine de
traitement
d'eau, etc.

«**162.** La Communauté peut, par règlement, acquérir la propriété de tout ouvrage ou usine de traitement d'eau, de toute conduite maîtresse d'aqueduc et d'égouts collecteurs appartenant à une municipalité de son territoire desservant ou pouvant desservir plus d'une municipalité.

Approba-
tion
préalable.

Les acquisitions prévues au premier alinéa ne peuvent être faites qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale

Art. 37. *L'article 163 se lit actuellement comme suit:*

163. Lorsqu'une municipalité dont certains ouvrages, usines ou conduites sont acquis par la Communauté s'était engagée par contrat avec une autre municipalité à lui fournir de l'eau potable, et que les ouvrages, usines ou conduites acquis par la Communauté étaient nécessaires à l'exécution de ce contrat, la Communauté est substituée à cette municipalité dans tous les droits et obligations de cette municipalité résultant de ce contrat.

Art. 38. *L'article 164 se lit actuellement comme suit:*

164. Lorsque toutes les usines ou ouvrages de traitement d'eau d'une municipalité du territoire de la Communauté sont acquis par la Communauté, cette municipalité perd toute compétence pour établir de telles usines ou ouvrages.

La présente loi n'a pas pour effet de limiter les pouvoirs d'une municipalité de distribuer à ses contribuables l'eau potable qui lui est fournie par la Communauté.

Art. 39. *L'article 165 se lit actuellement comme suit:*

165. La Communauté peut fournir de l'eau potable uniquement à une municipalité.

Art. 40. *L'article 166 se lit actuellement comme suit:*

166. À compter de la date d'entrée en vigueur de règlements adoptés en vertu de l'article 162, aucune municipalité qui reçoit de l'eau de la Communauté ne peut, sans le consentement de la Communauté, fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit.

Art. 41. *L'article 167 se lit actuellement comme suit:*

167. Rien dans l'article 166 n'est censé empêcher une municipalité de fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit en vertu de contrats antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi, si les ouvrages, usines et conduites nécessaires pour ce faire n'ont pas été acquis par la Communauté.

du Québec et du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement aux conditions qu'ils déterminent.»

1969, c. 83,
a. 163,
remp.
Droits,
etc.,
dévolus à la
Commu-
nauté.

37. L'article 163 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**163.** Lorsqu'une municipalité dont certains ouvrages, usines, conduites ou égouts collecteurs sont acquis par la Communauté s'était engagée par contrat avec une autre municipalité à lui fournir de l'eau potable ou à recevoir ses eaux usées et que les ouvrages, usines, conduites ou égouts collecteurs acquis par la Communauté étaient nécessaires à l'exécution de ce contrat, la Communauté est substituée à cette municipalité dans tous les droits et obligations de cette municipalité résultant de ce contrat.»

1969, c. 83,
a. 164,
remp.
Perte de
compé-
tence.

38. L'article 164 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**164.** Lorsque toutes les usines ou ouvrages de traitement d'eau d'une municipalité du territoire de la Communauté sont acquis par la Communauté, cette municipalité perd toute compétence pour établir de telles usines ou de tels ouvrages.

Pouvoirs
non
limités.

La présente loi n'a pas pour effet de limiter les pouvoirs d'une municipalité de distribuer à ses contribuables l'eau potable qui lui est fournie par la Communauté ou de recevoir les eaux usées de ses contribuables pour les acheminer vers les ouvrages de la Communauté.»

1969, c. 83,
a. 165,
remp.
Eau
potable.

39. L'article 165 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**165.** La Communauté ne peut fournir de l'eau potable directement à d'autres personnes qu'une municipalité sauf du consentement de la municipalité intéressée.»

1969, c. 83,
a. 166,
remp.
Réception
d'eaux
usées.

40. L'article 166 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**166.** La Communauté ne peut recevoir directement d'autres personnes que d'une municipalité des eaux usées pour fins de traitement, sauf du consentement de la municipalité intéressée.»

1969, c. 83,
a. 167,
remp.
Fourniture
et récep-
tion
d'eaux
usées.

41. L'article 167 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**167.** À compter de la date d'entrée en vigueur des règlements adoptés en vertu de l'article 162, aucune municipalité qui reçoit de l'eau de la Communauté ne peut, sans le consentement de la Communauté, fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit et aucune municipalité ne peut, sans le consentement de la Communauté, recevoir pour fins de traitement les eaux usées en provenance d'une autre municipalité quelle qu'elle soit.

Art. 42. L'article 168 se lit actuellement comme suit:

168. La Communauté peut adopter des règlements pour:

- 1° la fourniture d'eau potable aux municipalités;
- 2° l'entretien, la gestion et l'exploitation de ses usines ou ouvrages de traitement d'eau et de ses conduites maitresses d'aqueduc;
- 3° l'établissement d'un tarif pour la fourniture aux municipalités des services d'eau;
- 4° la location des compteurs, le cas échéant;
- 5° la détermination des conditions, y compris le paiement d'honoraires, de tout raccordement à son réseau d'aqueduc.

Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 1°, 2° et 4° du présent article requièrent l'approbation du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.

Les règlements adoptés en vertu des paragraphes 3° et 5° du présent article requièrent l'approbation du Directeur des services de protection de l'environnement.

Art. 43. L'article 169 se lit actuellement comme suit:

169. La présente loi n'empêche pas la Communauté de s'engager par contrat à fournir de l'eau potable à une municipalité qui ne fait pas partie de son territoire.

Art. 44. Cet article apporte une modification de concordance avec l'article 20.

Art. 45. Les trois premiers alinéas de l'article 178 se lisent actuellement comme suit:

Respect
de contrats
antérieurs.

Rien dans le premier alinéa n'est censé empêcher une municipalité de fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit ou de recevoir les eaux usées d'une autre municipalité quelle qu'elle soit en vertu de contrats antérieurs à la date mentionnée au premier alinéa, si les ouvrages, usines, conduites maîtresses et égouts collecteurs nécessaires pour ce faire n'ont pas été acquis par la Communauté.»

1969, c. 83,
a. 168,
rempl.

42. L'article 168 de ladite loi, modifié par l'article 153 du chapitre 49 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Règle-
ments.

«**168.** La Communauté peut adopter des règlements pour:

a) la fourniture d'eau potable aux municipalités et la réception de leurs eaux usées;

b) l'entretien, la gestion et l'exploitation de ses usines ou ouvrages de traitement d'eau, de ses conduites maîtresses d'aqueduc et de ses égouts collecteurs;

c) l'établissement d'un tarif pour la fourniture aux municipalités de ses services;

d) la détermination des conditions, y compris le paiement d'honoraires, de tout raccordement à son réseau d'aqueduc ou d'égouts;

e) la location des compteurs, le cas échéant.

Appro-
bation.

Les règlements adoptés en vertu du premier alinéa requièrent l'approbation du ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.»

1969, c. 83,
a. 169,
rempl.

43. L'article 169 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Contrat de
de fourni-
ture d'eau
potable et
de récep-
tion d'eaux
usées.

«**169.** La Communauté peut s'engager par contrat à fournir de l'eau potable à une municipalité qui ne fait pas partie de son territoire ou s'engager par contrat à recevoir, pour fins de traitement, les eaux usées d'une municipalité qui ne fait pas partie de son territoire.»

1969, c. 83,
a. 174,
rempl.

44. L'article 174 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Appli-
cation de
1966/67,
c. 35.

«**174.** À compter de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté par la Communauté en vertu du paragraphe c du premier alinéa de l'article 107, la Communauté est une municipalité pour les fins de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55).»

1969, c. 83,
a. 178,
mod.

45. L'article 178 de ladite loi, remplacé par l'article 73 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

178. Ces budgets sont soumis au Conseil au plus tard le 15 novembre à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Cette assemblée est ajournée aussi souvent que nécessaire et, sous réserve de l'alinéa suivant, il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que les budgets soient adoptés.

S'ils n'ont pas été adoptés par le Conseil le 15 décembre, ceux-ci entrent automatiquement en vigueur à compter de cette date.

Art. 46. *L'article 215 se lit actuellement comme suit:*

215. La Commission de transport se compose de trois commissaires, dont un président-directeur général, nommés de la façon ci-après prévue.

Assemblée
pour
adopter les
budgets.

« Cette assemblée est ajournée aussi souvent que nécessaire et, sous réserve du troisième alinéa, il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que les budgets soient adoptés. Le Conseil peut, de son propre chef, modifier le budget de la Commission de transport. »

1969, c. 83,
a. 215
remp.;
aa. 215a-
215e,
aj.

Composi-
tion de la
Commis-
sion de
transport.

46. L'article 215 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **215.** La Commission de transport se compose des six membres de son conseil d'administration, y compris son président et son vice-président, nommés de la façon ci-après prévue.

Id., du
conseil
d'admini-
stration.

« **215a.** Le conseil d'administration de la Commission se compose:

a) du président du Conseil de la Communauté;

b) de quatre autres membres de ce Conseil nommés par celui-ci, dont au moins un doit être un représentant de la ville de Québec sauf si le président du Conseil en est un; et

c) du directeur général de la Commission.

Président
et vice-
président.

Le Conseil de la Communauté nomme parmi les personnes mentionnées au paragraphe b du premier alinéa le président et le vice-président de la Commission.

Mandat.

La durée du mandat de chaque membre du conseil d'administration de la Commission, autre que le directeur général, coïncide avec celle de son mandat comme membre du Conseil de la Communauté; il reste toutefois en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la nomination de son successeur. Son mandat est renouvelable.

Adminis-
tration.

« **215b.** La Commission est représentée et ses affaires sont administrées par son conseil d'administration.

Directeur
général.

« **215c.** Le directeur général de la Commission est nommé, et son traitement est fixé, par le Conseil de la Communauté. Son traitement est payé par la Commission.

Fonctions.

« **215d.** Le directeur général de la Commission exerce les fonctions que le conseil d'administration peut déterminer par règlement.

Disposi-
tions
applicables.

« **215e.** Les articles 85, 87, 88 et 88c s'appliquent, *mutatis mutandis*, au directeur général. »

Art. 47. *L'article 216 se lit actuellement comme suit:*

216. Les commissaires sont nommés pour un mandat de dix ans. Néanmoins, tout commissaire demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la nomination de son successeur.

Ces mandats sont renouvelables.

Art. 48. *L'article 217 se lit actuellement comme suit:*

217. Le président-directeur général est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les autres commissaires sont désignés par résolution du conseil de la Communauté.

Le quorum des séances de la Commission de transport est de la majorité des membres, dont le président-directeur général.

Chaque commissaire y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, le président a, en plus, un vote prépondérant.

Art. 49. *L'article 218 se lit actuellement comme suit:*

218. Les dispositions de la section IV du titre I de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis*, sauf quant à la convocation des assemblées spéciales qui pourront l'être en outre à la demande du président-directeur général ou à celle des deux commissaires.

Art. 50. *L'article 220 se lit actuellement comme suit:*

220. Le président-directeur général doit s'occuper exclusivement du travail de la Commission de transport et des devoirs de son office et ne peut avoir aucun autre emploi ou occupation rémunérée.

Les autres commissaires doivent consacrer aux affaires de la Commission tout le temps nécessaire.

Art. 51. *Les deux premiers alinéas de l'article 221 se lisent actuellement comme suit:*

221. Sont incompatibles avec la fonction de commissaire, la fonction de membre du Conseil, du comité exécutif ou de fonctionnaire de la Communauté et la fonction de maire, de membre du conseil ou de fonctionnaire d'une municipalité du territoire de la Commission de transport.

Aucun commissaire ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission de transport.

1969, c. 83,
a. 216, ab.

47. L'article 216 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 217,
remp.

48. L'article 217 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Quorum.

«**217.** Le quorum des séances du conseil d'administration de la Commission est de la majorité des membres, dont le président.

Vote.

Chaque membre du conseil d'administration, y compris le président mais à l'exception du directeur général, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, le président a, en plus, un vote prépondérant.»

1969, c. 83,
a. 218,
remp.

49. L'article 218 de ladite loi, modifié par l'article 38 du chapitre 88 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

Disposi-
tions
appli-
cables.

«**218.** Les dispositions de la section IV du titre I de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis*, sauf quant à la convocation des assemblées spéciales qui pourront être convoquées en outre à la demande du président ou d'au moins deux autres membres du conseil d'administration.»

1969, c. 83,
a. 220,
remp.

50. L'article 220 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Services
exclusifs.

«**220.** Le directeur général doit s'occuper exclusivement du travail de la Commission de transport et des devoirs de son office et ne peut avoir aucun autre emploi ou occupation rémunéré.»

1969, c. 83,
a. 221,
mod.

51. L'article 221 de ladite loi est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Fonctions
incom-
patibles.

«**221.** Sont incompatibles avec la fonction de directeur général, la fonction de membre du Conseil, du comité exécutif ou de fonctionnaire de la Communauté et la fonction de maire, de membre du conseil ou de fonctionnaire d'une municipalité du territoire de la Commission de transport.

Emploi
régulier
ou per-
manent
interdit.

Aucun membre du conseil d'administration, à l'exception du directeur général, ne peut occuper un emploi régulier ou permanent pour la Commission de transport, sous peine de déchéance de sa charge.

Art. 52. *L'article 222 se lit actuellement comme suit:*

222. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations, traitements et pensions des commissaires. Ces sommes sont payées par la Commission de transport.

Art. 53. *L'article 223 se lit actuellement comme suit:*

223. Les commissaires et le secrétaire de la Commission de transport ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 54. *L'article 224 se lit actuellement comme suit:*

224. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre la Commission de transport, les commissaires ou le secrétaire agissant en leur qualité officielle, si ce n'est à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, de la Communauté ou d'une municipalité autorisée à cet effet par la Communauté.

Art. 55. *Le premier alinéa de l'article 229 se lit actuellement comme suit:*

229. Dès l'acquisition par la Commission de transport de la totalité du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, les fonctions des administrateurs alors en fonctions de l'entreprise prennent fin et les commissaires deviennent les seuls administrateurs de cette entreprise, sans rémunération et sans être personnellement actionnaires de cette entreprise, nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi, d'une charte ou d'un règlement.

Art. 56. *Le deuxième alinéa de l'article 233 se lit actuellement comme suit:*

233. La radiation de l'enregistrement de ces hypothèques et garanties se fait par la présentation et le dépôt, pour fins de radiation, au bureau de la division d'enregistrement visée, d'une réquisition à cet effet, signée par le président-directeur général et le secrétaire de la Commission, attestant que celle-ci a acquis la propriété et la possession définitive des biens meubles et immeubles pertinents,

Conflit
d'intérêt.

Aucun membre du conseil d'administration ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission de transport.»

1969, c. 83,
a. 222,
remp.
Hono-
raires, etc.

52. L'article 222 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**222.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations, traitements et pensions des membres du conseil d'administration de la Commission de transport autres que le directeur général. Ces sommes sont payées par la Commission de transport.»

1969, c. 83,
a. 223,
remp.
Immunité.

53. L'article 223 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**223.** Les membres du conseil d'administration et le secrétaire de la Commission de transport ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.»

1969, c. 83,
a. 224,
remp.
Recours
prohibés.

54. L'article 224 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**224.** Aucun des recours extraordinaires prévus par les articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre la Commission de transport, les membres du conseil d'administration ou le secrétaire agissant en leur qualité officielle, si ce n'est à la demande du gouvernement, de la Communauté ou d'une municipalité autorisée à cet effet par la Communauté.»

1969, c. 83,
a. 229,
mod.

55. L'article 229 de ladite loi, modifié par l'article 41 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Adminis-
trateurs.

«**229.** Dès l'acquisition par la Commission de transport de la totalité du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, les fonctions des administrateurs alors en fonctions de l'entreprise prennent fin et les membre du conseil d'administration de la Commission deviennent les seuls administrateurs de cette entreprise, sans rémunération et sans être personnellement actionnaires de cette entreprise, nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi, d'une charte ou d'un règlement.»

1969, c. 83,
a. 233,
mod.

56. L'article 233 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Radiation
d'hypo-
thèques,
etc.

«La radiation de l'enregistrement de ces hypothèques et garanties se fait par la présentation et le dépôt, pour fins de radiation, au bureau de la division d'enregistrement visée, d'une réquisition à cet effet, signée par le directeur général et le secrétaire

désignant les immeubles affectés par cet enregistrement et énonçant les numéros de l'enregistrement des hypothèques et garanties à radier. Cette réquisition fait preuve *prima facie* de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'autorité des signataires.

Art. 57. *L'article 235 se lit actuellement comme suit:*

235. La Commission, de sa seule autorité et sans autre approbation, peut établir, modifier et abolir des circuits, remplacer des circuits d'autobus par des circuits d'autres modes de transport en commun, en changer le parcours, et, pour chacune de ces fins, utiliser toute rue publique qu'elle juge appropriée dans son territoire. Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai à la Communauté et aux municipalités et faire publier sans délai dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise circulant dans son territoire une copie certifiée de la résolution de la Commission.

Art. 58. *L'article 236 se lit actuellement comme suit:*

236. Toute décision de la Commission abolissant ou modifiant un circuit ou refusant l'établissement d'un nouveau circuit ou le prolongement ou la modification d'un circuit existant peut être révisée par la Régie des transports, sur appel de la Communauté ou de toute municipalité ou personne intéressée. Cet appel est formé par requête signifiée à la Commission, à la Communauté et aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la publication prévue à l'article 235. La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution nonobstant l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

Art. 59. *Le premier alinéa de l'article 237 se lit actuellement comme suit:*

237. La Commission peut, en tout temps, établir des tarifs pour le transport des usagers, ainsi qu'établir des tarifs différents selon les moyens de transport ou les catégories d'usagers.

Art. 60. *L'article 238 se lit actuellement comme suit:*

238. Toute décision de la Commission relative aux tarifs peut être révisée par la Régie des transports sur appel de la Communauté ou de toute municipalité ou personne intéressée.

L'appel est formé par requête signifiée à la Commission ainsi qu'à la Communauté et aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la publication prévue à l'article 237.

de la Commission, attestant que celle-ci a acquis la propriété et la possession définitive des biens meubles et immeubles pertinents, désignant les immeubles affectés par cet enregistrement et énonçant les numéros de l'enregistrement des hypothèques et garanties à radier. Cette réquisition fait preuve *prima facie* de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'autorité des signataires.»

1969, c. 83,
a. 235,
remp.

57. L'article 235 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Établis-
sement,
etc., de
circuits
d'autobus.

«**235.** La Commission, avec l'approbation préalable du Conseil, peut établir, modifier et abolir des circuits, remplacer des circuits d'autobus par des circuits d'autres modes de transport en commun, en changer le parcours, et, pour chacune de ces fins, utiliser toute rue publique qu'elle juge appropriée dans son territoire. Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai à la Communauté et aux municipalités et faire publier sans délai dans un quotidien circulant dans son territoire une copie certifiée de la résolution de la Commission.»

1969, c. 83,
a. 236, ab.

58. L'article 236 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 237,
mod.

59. L'article 237 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Tarifs.

«**237.** La Commission peut, en tout temps et avec l'approbation préalable du Conseil, établir des tarifs pour le transport des usagers, ainsi qu'établir des tarifs différents selon les moyens de transport ou les catégories d'usagers.»

1969, c. 83,
a. 238, ab.

60. L'article 238 de ladite loi est abrogé.

La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution nonobstant l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

Art. 61. *Le cinquième alinéa de l'article 243 a se lit actuellement comme suit:*

Il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que ce budget ne soit adopté.

Art. 62. *L'article 244 se lit actuellement comme suit:*

244. Les commissaires sont responsables de la gestion du budget de la Commission de transport selon des prescriptions de la présente loi.

Art. 63. *Le paragraphe 1 de l'article 251 se lit actuellement comme suit:*

251. 1. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'accomplissement de voyages spéciaux ou à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission de transport si le requérant ne produit pas, avec sa demande de permis, le consentement du président-directeur général de la Commission de transport ou d'un autre commissaire ou fonctionnaire de la Commission de transport spécialement autorisé à cet effet par le président-directeur général, à moins que la Régie soit d'opinion que la Commission de transport n'est pas en mesure de donner le service couvert par la demande de permis.

Art. 64. *Cet article abroge les dispositions concernant la Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec.*

Art. 65. *L'article 276 se lit actuellement comme suit:*

276. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi délivrer des lettres patentes pour modifier les secteurs si les fluctuations de la population le rendent nécessaire.

Art. 66. *L'article 294 se lit actuellement comme suit:*

294. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président du comité exécutif, du président-directeur général de la Commission de transport, du président du Bureau d'assainissement ou de tout membre de ces deux organismes, chacun d'eux peut être remplacé pendant que dure son absence ou son incapacité par une autre personne nommée à cette fin, de la même façon que pour la personne à remplacer.

1969, c. 83,
a. 243a,
mod.

61. L'article 243a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 55 des lois de 1976, est modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Adoption.

«Il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que ce budget ne soit adopté. Le Conseil peut, de son propre chef, modifier ce budget.»

1969, c. 83,
a. 244,
remp.
Gestion du
budget.

62. L'article 244 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**244.** Le directeur général, sous l'autorité du conseil d'administration de la Commission, est responsable de la gestion du budget de la Commission de transport selon les prescriptions de la présente loi.»

1969, c. 83,
a. 251,
mod.

63. L'article 251 de ladite loi, modifié par l'article 44 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Permis de
voyages
spéciaux,
etc.

«**251.** 1. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Commission des transports pour l'accomplissement de voyages spéciaux ou à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission de transport si le requérant ne produit pas, avec sa demande de permis, le consentement de la Commission de transport, à moins que la Commission des transports soit d'opinion que la Commission de transport n'est pas en mesure de donner le service couvert par la demande de permis.»

1969, c. 83,
tit. IV,
aa. 268-274,
ab.

64. L'intitulé du titre IV de ladite loi, ainsi que les articles 268 à 274, sont abrogés.

Id., a. 276,
ab.

65. L'article 276 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 294,
remp.

66. L'article 294 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remplace-
ment
temporaire.

«**294.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'un membre du conseil d'administration de la Commission de transport, il peut être remplacé pendant que dure son absence ou son incapacité par une autre personne nommée à cette fin, de la même façon que pour la personne à remplacer.»

Art. 67. L'article 323 auquel s'applique la modification se lit actuellement comme suit:

323. Le chapitre 56 des lois de 1968 est remplacé par la présente loi.

Le mandat des membres du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, autre que celui de son président, cesse à compter de la même date.

Cependant, le mandat du président est continué jusqu'à son expiration à moins qu'il ne démissionne avant l'expiration de son mandat ou qu'il ne convienne d'une entente avec la Communauté pour abandonner ses fonctions.

Les biens, droits et obligations du Bureau d'assainissement sont dévolus à compter de cette même date à la Communauté urbaine de Québec.

Les instances alors pendantes sont continuées par la Communauté urbaine de Québec sans procédure en reprise d'instance.

Les fonctionnaires et employés du Bureau d'assainissement deviennent des fonctionnaires et des employés de la Communauté urbaine de Québec à compter de cette même date.

La Communauté peut, à compter de la date susdite, par dépôt d'une déclaration sous seing privé de son secrétaire décrivant les immeubles ou droits réels du Bureau d'assainissement, obtenir l'enregistrement en son nom de ces immeubles ou droits réels.

Art. 68. L'annexe A se lit actuellement comme suit:

ANNEXE A

Secteur numéro 1: Ville de Québec.

Secteur numéro 2: Ville de Sainte-Foy, Cité de Sillery; Paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge.

Secteur numéro 3: Paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures; Ville de Ancienne-Lorette; Paroisse de L'Ancienne-Lorette; Ville de Neufchâtel; Cité de Loretteville; Village de Saint-Émile; Ville de Bélair; Ville de Notre-Dame-des-Laurentides; Municipalité de Lac Saint-Charles; Ville de Val Saint-Michel.

Secteur numéro 4: Ville de Duberger; Ville de Vanier; Cité de Charlesbourg; Ville d'Orsainville; Municipalité de Charlesbourg-Est; Municipalité de Charlesbourg-Ouest.

Secteur numéro 5: Ville de Beauport.

Art. 69. L'annexe D se lit actuellement comme suit:

ANNEXE D

Les villes de Ancienne-Lorette, Beauport, Bélair; la cité de Charlesbourg, les municipalités de Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest; les villes de Courville, Duberger; la cité de Giffard; la municipalité de Lac Saint-Charles; la paroisse de L'Ancienne-Lorette; les villes de Loretteville, Montmorency, Neufchâtel, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Québec; la paroisse de Saint-Dustan-

1969, c. 98,
a. 323,
mod.

67. L'article 323 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 65 des lois de 1970 et remplacé par l'article 79 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié:

a) par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

1968, c. 56,
remp.

«**323.** La Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (1968, chapitre 56) est remplacée par la présente loi.

Membres
du Bureau
d'assainis-
sement des
eaux.

Le mandat des membres du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, autre que celui de son président, cesse à compter du (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent projet de loi*).»;

b) par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Biens,
droits, etc.,
dévolus à la
Communi-
auté.

«Les biens, droits et obligations du Bureau d'assainissement sont dévolus à compter de cette même date à la Communauté urbaine de Québec. Toutefois, seules les municipalités mentionnées à l'annexe D sont responsables des dettes du Bureau d'assainissement.»

1969, c. 83,
Ann. A,
remp.

68. L'annexe A de ladite loi, modifiée par l'article 7 du chapitre 91 des lois de 1975, est remplacée par la suivante:

«ANNEXE A

Les cités de Loretteville et Sillery; les villes de Ancienne-Lorette, Beauport, Charlesbourg, Québec, Sainte-Foy, Val-Bélair et Vanier; le village de Saint-Émile; les paroisses de Saint-Augustin-de-Desmaures et Saint-Félix-du-Cap-Rouge; la municipalité de Lac-Saint-Charles.»

Id.,
Ann. D,
remp.

69. L'annexe D de ladite loi est remplacée par la suivante:

«ANNEXE D

Les cités de Loretteville et Sillery; les villes de Ancienne-Lorette, Beauport, Charlesbourg, Québec, Sainte-Foy, Val-Bélair et Vanier; le village de Saint-Émile; les paroisses de Saint-Augustin-de-Desmaures, Saint-Dunstan-du-Lac Beauport et Saint-Félix-du-Cap-Rouge; la municipalité de Lac-Saint-Charles.»

du Lac-Beauport; la ville de Sainte-Foy; le village de Saint-Émile; la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux; les villes de Val-Saint-Michel, Vanier et Villeneuve.

Art. 70. Les articles 54, 72 à 76, 78 et 79 du chapitre 88 des lois de 1971 se lisent comme suit:

54. L'article 1 de ladite loi est modifié en retranchant le paragraphe *i*.

72. L'article 177 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**177.** Le comité exécutif dresse le budget de la Communauté pour le prochain exercice financier; il le dépose chez le secrétaire de la Communauté qui transmet à chaque municipalité et à chaque membre du Conseil, au plus tard le 15 octobre, une copie de ce budget et de celui de la Commission de transport ainsi que toutes recommandations du comité exécutif à ce sujet.»

73. L'article 178 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**178.** Ces budgets sont soumis au Conseil au plus tard le 15 novembre à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Cette assemblée est ajournée aussi souvent que nécessaire et, sous réserve de l'alinéa suivant, il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que les budgets soient adoptés.

S'ils n'ont pas été adoptés par le Conseil le 15 décembre, ceux-ci entrent automatiquement en vigueur à compter de cette date.

Cependant, s'ils entrent en vigueur automatiquement en vertu des dispositions du présent article sans avoir été formellement approuvé par le Conseil, cinq membres du Conseil, peuvent s'adresser à la Commission municipale du Québec, par requête signifiée à la Communauté et, le cas échéant, à la Commission de transport et produite à la Commission municipale avant le 1^{er} janvier qui suit, pour faire modifier, en tout ou en partie, ces budgets.

À défaut par la Commission municipale du Québec de rendre sa décision avant le 1^{er} février qui suit, les budgets tels que soumis au Conseil sont censés approuvés par la Commission municipale du Québec.

La Commission municipale, après avoir avisé les municipalités intéressées et entendu celles qui en ont manifesté le désir, doit rendre sa décision avant le 1^{er} février qui suit. Elle peut confirmer le budget ou le modifier. Elle ne peut cependant modifier le budget que si elle est convaincue qu'il comporte un préjudice sérieux pour les contribuables.

Elle peut ordonner le paiement, par la Communauté, la Commission de transport ou les municipalités qu'elle désigne, selon la partie qui succombe, à la Communauté ou aux municipalités qu'elle désigne, du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure selon leur juridiction respective; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle cour.

Elle peut également rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.»

74. L'article 275 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Entrée en
vigueur de
1971, c. 88,
aa. 54,
72-76, 78,
79.

70. Malgré toute disposition législative inconciliable, les articles 54, 72 à 76, 78 et 79 du chapitre 88 des lois de 1971 entrent en vigueur le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent projet de loi*).

1971, c. 88,
aa. 55-71,
77, 80 ab.;
1972, c. 49,
aa. 144,
146, 148,
150, 152,
ab.

Les articles 55 à 71, 77 et 80 du chapitre 88 des lois de 1971 et les articles 144, 146, 148, 150 et 152 du chapitre 49 des lois de 1972 sont abrogés.

«**275.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour inclure dans le territoire de la Communauté dans les annexes A ou D ou dans les deux à la fois ou dans celui de la Commission de transport toute municipalité contiguë qui en fait la demande.»

75. L'article 280 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**280.** Les articles 628 à 641 de la Loi des cités et villes s'appliquent *mutatis mutandis* à la Communauté.

Ces mêmes articles s'appliquent dans le cas de jugement rendus contre la Commission de transport à l'égard des municipalités tenues au paiement du déficit d'exploitation ou aux dépenses selon le cas.»

76. L'article 281 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**281.** La Communauté et la Commission de transport doivent transmettre avant le 1^{er} mai au ministre, à la Commission municipale du Québec et à chacune des municipalités, leur rapport annuel. Ces rapports annuels comportent un exposé sommaire des activités, pour l'exercice financier précédent, des états financiers dans la forme prescrite par le ministre, un exemplaire certifié par le ou les vérificateurs de leur rapports et tout autre renseignement prescrit par le ministre.»

78. L'article 303 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**303.** Les bénéfices sociaux accumulés au crédit d'un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec, d'une municipalité ou du Bureau d'assainissement dans une caisse, un plan ou un fonds administrés par l'un de ces employeurs, par l'un de ces employeurs et ces employés ou par un tiers pour le compte de ces personnes sont transférables à la demande du fonctionnaire ou employé qui passe à l'emploi de la Communauté ou de la Commission de transport et vice-versa, le tout aux conditions fixées par la Régie des rentes du Québec.»

79. L'article 323 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 65 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

«**323.** Le chapitre 56 des lois de 1968 est remplacé par la présente loi.

Le mandat des membres du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, autre que celui de son président, cesse à compter de la même date.

Cependant, le mandat du président est continué jusqu'à son expiration à moins qu'il ne démissionne avant l'expiration de son mandat ou qu'il ne convienne d'une entente avec la Communauté pour abandonner ses fonctions.

Les biens, droits et obligations du Bureau d'assainissement sont dévolus à compter de cette même date à la Communauté urbaine de Québec.

Les instances alors pendantes sont continuées par la Communauté urbaine de Québec sans procédure en reprise d'instance.

Les fonctionnaires et employés du Bureau d'assainissement deviennent des fonctionnaires et des employés de la Communauté urbaine de Québec à compter de cette même date.

La Communauté peut, à compter de la date susdite, par dépôt d'une déclaration sous seing privé de son secrétaire décrivant les immeubles ou droits réels

du Bureau d'assainissement, obtenir l'enregistrement en son nom de ces immeubles ou droits réels.»

Les articles 55 à 71, 77 et 80 du chapitre 88 des lois de 1971 et les articles 144, 146, 148, 150 et 152 du chapitre 49 des lois de 1972 sont des dispositions qui ne sont pas actuellement en vigueur, qui concernent l'assainissement des eaux et dont la substance est soit reprise par le présent projet de loi, soit inconciliable avec lui.

Art. 71. *Cet article édicte des dispositions, modelées sur celles applicables dans la Communauté régionale de l'Outaouais, qui assurent un contrôle intérimaire par la Communauté des utilisations du sol, des constructions et des lotissements, entre l'entrée en vigueur du présent projet de loi et celle des règlements d'urbanisme municipaux qui compléteront le schéma d'aménagement de la Communauté.*

Nouvelle utilisation du sol, etc., autorisée par la Communauté.

71. Entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et la date d'entrée en vigueur des règlements visés à l'article 143c de la Loi de la Communauté urbaine de Québec édicté par l'article 24 de la présente loi, sauf pour des fins agricoles sur des terres en culture, toute nouvelle utilisation du sol, toute nouvelle construction ou la confection de tout plan de division ou de subdivision d'un terrain doit être préalablement autorisée par la Communauté; celle-ci peut désigner une personne pour donner ces autorisations aux conditions qu'elle détermine par règlement. Ce règlement peut indiquer quelque partie du territoire de la Communauté où l'autorisation ne peut être accordée:

a) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée, y compris ses dépendances, ne forme un ou plusieurs lots distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) à moins que les services d'aqueduc et d'égout ne soient déjà installés dans la rue en bordure de laquelle la construction est projetée ou que le règlement décrétant leur installation ne soit en vigueur; et

c) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée ne soit adjacent à une rue publique.

Partie du territoire d'une municipalité soustraite.

Toutefois, la Communauté peut, par règlement, soustraire de l'application du premier alinéa toute partie du territoire d'une municipalité.

Division, etc., autorisée par la Communauté et certificat.

Lorsqu'une autorisation visée au premier alinéa est requise, aucun enregistrement d'un plan de division ou de subdivision en vertu de l'article 2175 du Code civil ne peut être effectué sans la production d'un certificat attestant que cette division ou cette subdivision est autorisée par la Communauté; celle-ci peut désigner une personne pour donner cette autorisation aux conditions qu'elle détermine par règlement.

Approba-tion de règlement d'emprunt pour travaux publics.

En outre, pendant la période visée dans le premier alinéa, tout règlement d'emprunt d'une municipalité concernant l'exécution de travaux publics doit, lorsqu'il est transmis au ministre et à la Commission municipale du Québec pour approbation, être accompagné d'un avis de la Communauté.

Art. 72. Cet article concerne le statut de la personne qui exerce à la date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi les fonctions de président-directeur général de la Commission de transport de la Communauté.

Art. 73. Cet article concerne la transition entre le Conseil et le comité exécutif de la Communauté existant au moment de l'entrée en vigueur du présent projet de loi et les premiers Conseil et comité constitués conformément audit projet de loi.

Art. 74. Cet article précise le moment de la prise d'effet de certaines dispositions du présent projet de loi.

Fonctions
du président-
directeur
général
de la Com-
mission de
transport.

72. La personne qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, exerce les fonctions du président-directeur général de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec remplit, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel il était nommé à cette fonction, la fonction de directeur général de la Commission; il conserve et reçoit dans cette nouvelle fonction les bénéfices et avantages afférents à sa charge de président-directeur général de la Commission.

Pension.

Lors de la cessation définitive de ses fonctions pour quelque raison que ce soit, cette personne a droit à la pension qui a été déterminée pour elle en vertu de l'article 222 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec, tel qu'il existait avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Fonctions
continuéées
des
membres
du Conseil
de la Com-
munauté.

73. 1. Les membres du Conseil de la Communauté urbaine de Québec en fonctions à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi continuent d'exercer leurs fonctions:

a) jusqu'à ce que toutes les résolutions désignant les représentants des municipalités visées dans le deuxième alinéa de l'article 39 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec, tel que remplacé par l'article 9 de la présente loi, aient été adoptées et transmises au secrétaire de la Communauté; ou

b) jusqu'à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, si l'éventualité mentionnée au sous-paragraphe a ne s'est pas réalisée pendant ce délai.

Compo-
sition du
Conseil.

2. Si, à l'expiration du délai mentionné au sous-paragraphe b du paragraphe 1, l'éventualité mentionnée au sous-paragraphe a de ce paragraphe ne s'est pas réalisée, le Conseil se compose des personnes qui en sont membres d'office en vertu du troisième alinéa de l'article 39 susmentionné et des représentants des municipalités qui ont alors adopté et transmis la résolution visée dans le deuxième alinéa dudit article.

Idem.

Par la suite, le Conseil se compose des personnes mentionnées au premier alinéa et des représentants des autres municipalités, au fur et à mesure que les résolutions qui les désignent sont adoptées et transmises au secrétaire de la Communauté.

Fonctions
continuéées
des mem-
bres du
comité exé-
cutif de la
Commu-
nauté.

3. Les membres du comité exécutif de la Communauté urbaine de Québec en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'un comité exécutif complet soit formé conformément à l'article 7 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec tel que modifié par l'article 3 de la présente loi.

Effet.

74. Les articles 3, 16, 17 et 46 prennent effet à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la date de l'entrée en vigueur de la

Art. 75. Cet article concerne la transition entre le groupe des commissaires de la Commission de transport en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent projet de loi et le premier conseil d'administration de la Commission constitué conformément audit projet de loi.

Il précise également le moment de la prise d'effet de certaines dispositions du présent projet de loi.

Art. 76. Le paragraphe a de l'article 130 du chapitre 55 des lois de 1972 se lit actuellement comme suit:

130. L'article 251 de ladite loi, modifié par l'article 44 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

«**251.** 1. La Commission ou tout autre transporteur peut effectuer du transport pour l'accomplissement de voyages spéciaux ou à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission, s'il détient un permis délivré à cette fin par la Commission des transports du Québec.

L'article 228, sauf le deuxième alinéa, et les articles 229 à 234 s'appliquent *mutatis mutandis* dans le cas d'une entreprise de transport à charte-partie exploitée, en tout ou pour la plus grande partie, à l'intérieur du territoire de la Commission.»

Art. 77. Cet article concerne les appels pendants devant la Commission des transports du Québec, au moment de l'entrée en vigueur du présent projet de loi, concernant les circuits et les tarifs décrétés par la Commission de transport de la Communauté.

Art. 78. Cet article concerne certaines dettes des municipalités envers la Communauté.

Art. 79. Cet article modifie la désignation officielle du gérant et du gérant-adjoint de la Communauté.

présente loi, ou à la date où l'éventualité mentionnée au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 73 se réalise avant l'expiration de ce délai.

Fonctions
continué
des com-
missaires
de la
Commis-
sion de
transport.

75. Les commissaires de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, autres que le président-directeur général, en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce que le conseil d'administration de la Commission puisse être formé conformément à l'article 215*a* de la Loi de la Communauté urbaine de Québec édicté par l'article 46 de la présente loi.

Effet.

Les articles 48 à 56 et 62 de la présente loi prennent effet à la date où le conseil d'administration de la Commission de transport est ainsi formé.

Fin d'effet.

76. L'article 63 cesse d'avoir effet à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe *a* de l'article 130 du chapitre 55 des lois de 1972.

Instruction
d'appel
déjà
interjeté.

77. Tout appel interjeté devant la Commission des transports du Québec en vertu de l'article 236 ou de l'article 238 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec, et qui est pendant à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, est instruit et jugé conformément à cet article tel qu'il existait avant cette date.

Muni-
cipalité non
libérée de
dettes
antérieu-
res.

78. Rien dans la présente loi ne libère une municipalité d'une dette envers la Communauté urbaine de Québec contractée avant l'entrée en vigueur de la présente loi en raison de l'exercice par la Communauté d'un pouvoir que la présente loi enlève à cette dernière.

Interpré-
tation.

79. Dans la Loi de la Communauté urbaine de Québec ainsi que dans tout règlement ou résolution adopté en vertu de ladite loi, les expressions «gérant» et «gérant-adjoint» désignent respectivement le «directeur général» et le «directeur général adjoint» de la Communauté.

Art. 80. *Cet article est de concordance avec l'abolition de la Commission d'aménagement de la Communauté.*

Interpré-
tation.

80. Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat, ordonnance ou autre document, l'expression «Commission d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec» désigne la Communauté urbaine de Québec.

Entrée en
vigueur.

81. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.